

Dans un quartier de Lausanne, expérience de développement communautaire

Autor(en): **Perrin, Micheline / Dutoit, Rose**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **46 (1973)**

Heft 4

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-127468>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Dans un quartier de Lausanne, expérience de développement communautaire

25

Introduction

Le Service social (assistance-prévoyance), issu de la tradition chrétienne de charité, est resté longtemps une entreprise de sauvetage individuel. Il fallait, de cas en cas, panser des plaies, soutenir et maintenir l'individu ou la famille en péril, courir au plus pressé. Pendant longtemps, toute l'action sociale est inspirée, en arrière-pensée, par l'idée que l'homme a la misère qu'il mérite et que, par conséquent, il convient de mettre l'accent sur les moyens psychologiques de rendre à l'individu les forces morales qui lui font défaut.

D'autre part, les luttes ouvrières, amorcées dans le cours du XIX^e siècle, n'ont pas permis que le capitalisme développe totalement sa logique de l'exploitation humaine. Un certain nombre de droits à la vie sont acquis (logement, équipement, santé, culture, etc.) et reconnus irréversibles et inaliénables en principe. Le Service social s'en imprègne et servira souvent d'instrument de leur application. Ces droits s'inscriront comme principe de base dans les législations sociales (politiques sociales) et influenceront directement l'action sociale.

Peu à peu, des phénomènes sociaux, tels que les concentrations urbaines, l'apparition de la famille nucléaire, la

division poussée du travail, l'organisation collective et élargie de la consommation aboutissent à l'intervention croissante de l'Etat et à la spécialisation du travail social. Celui-ci sort du stade artisanal (paroisses, œuvres charitables) pour se donner des méthodes perfectionnées, inspirées des sciences sociales. Il procède toujours davantage par catégories sociales avec des connaissances et des moyens spécifiques: jeunes, vieux, alcooliques, infirmes, délinquants, etc.

Voici quelques décennies, apparaît le Développement communautaire. Héritier des traditions de voisinage des pays anglo-saxons, il a constitué ses assises théoriques aux Etats-Unis à partir d'un large champ expérimental dont on a sous-estimé en Europe l'importance: les communautés locales. Aujourd'hui, dans les milieux des travailleurs sociaux européens, il devient un thème de réflexion et d'expérimentation.

De manière un peu schématique, nous désignons quelques traits fondamentaux de sa méthode et quelques-uns de ses champs d'application.

Le Développement communautaire est une méthode de changement social planifié et concerté. Dans les grandes

Le quartier de Montelly, à Lausanne, à vol d'oiseau.



lignes, elle consiste en un processus qui se déploie de la manière suivante: reconnaissance commune d'un besoin, d'un problème concernant une communauté par ses membres, recherche et choix d'une solution, inventaire des ressources et des moyens, organisation et mise en œuvre d'une action collective (participation) aboutissant à la solution désirée. L'objectif principal est d'amener les membres d'une communauté à prendre en main leur propre développement. Dans ce processus, l'agent en Développement communautaire intervient comme animateur, révélateur, coordinateur, facilitateur, stimulateur, ordonnateur, etc. Cette méthode a été utilisée dans les pays en voie de développement lorsqu'il s'agissait de faire évoluer de petites communautés d'un mode de vie archaïque vers un mode de vie industriel. Mais c'est principalement aux Etats-Unis que le plus grand nombre d'expériences ont été réalisées, en particulier dans des communautés urbaines menacées par la rénovation urbaine.

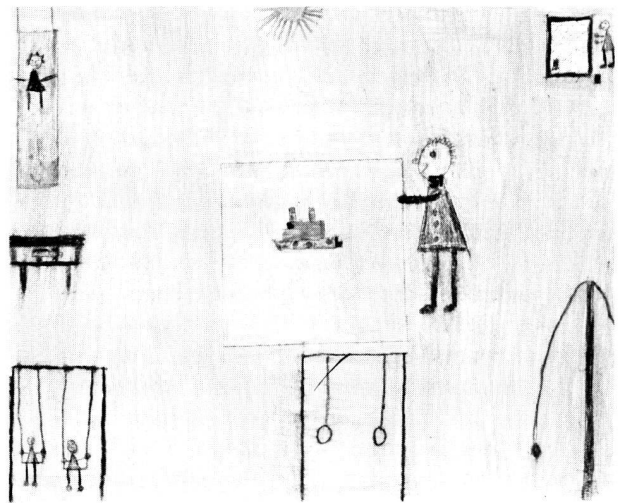
Les concepts théoriques

Depuis lors, un des champs privilégiés de son action, en Europe, a été les grands ensembles et les quartiers de la ville: La crise urbaine perturbe la participation civique des citoyens: le Développement communautaire entend donner à ceux-ci une nouvelle organisation et de nouvelles voies de participation.

Ce cadre d'action suscite tout un discours qui sert de référence aux travailleurs sociaux qui voient dans le Développement communautaire une solution appropriée. Nous examinons ici quelques-uns de ces concepts:

- Le quartier est présenté comme *cadre naturel de la vie sociale* dans la ville, *l'unité sociale à la taille de l'homme*, propre à faciliter son *intégration* par le truchement de groupes, d'associations, de clubs, etc. L'homme a besoin *d'échanges, de communication* avec autrui; il faut donc lui rendre un cadre favorisant *les contacts, le dialogue*. Ce tissu de relations sociales permettra la *prise de conscience et la prise en charge* des problèmes du quartier, la *participation* devenant dès lors le thème privilégié dans l'optique du changement souhaité. Ce mode d'insertion dans la communauté lui redonnera *le sentiment d'appartenance* à une unité sociale. Ainsi, le quartier deviendra l'objet d'un *développement concerté et volontaire*.

Tout cela suppose que le quartier soit *une communauté* et jouisse d'une certaine *autonomie*. Le concept de communauté est donc à la base de cette méthode.



Le Développement communautaire n'a pas une définition unique et précise du concept de communauté; elle varie selon les auteurs d'«entité autonome satisfaisant la plupart des besoins de ses membres» à celle désignant la communauté comme «réseau de relations sociales» et le réduisant de la sorte à une «forme de sociabilité». Cependant, dans cet éventail, quelques caractéristiques essentielles émergent, telles que «conscience d'appartenir à un groupe, partage commun des préoccupations et des intérêts, *sentiment du nous*». Ces éléments peuvent n'exister qu'à l'état embryonnaire, c'est leur accomplissement que vise le processus de l'action en Développement communautaire.

La pratique

En 1971, l'EESP (Ecole d'études sociales et pédagogiques), pour la première fois, instaure un stage en Développement communautaire. Elle donne à quatre élèves la possibilité d'appliquer dans un quartier de la ville de Lausanne, les principes du Développement communautaire. Le quartier, Montelly, est choisi par les élèves en raison de ses caractéristiques socio-professionnelles, mais sans étude préalable, de manière plus intuitive que réfléchie: il a la réputation d'être un quartier ouvrier et de faire l'objet de fréquentes interventions des services sociaux.

La Direction des Œuvres sociales de la ville de Lausanne accepte, à titre d'expérience, de donner un cadre professionnel au stage (chef de stage). D'autre part, un

soutien pédagogique est assuré aux élèves en la personne d'une spécialiste en Développement communautaire (superviseur).

L'équipe s'installe dans un bureau à la Vallée de la Jeunesse. Elle aurait souhaité trouver un local situé plus au centre du quartier, un magasin par exemple, qui aurait facilité la communication avec les habitants. Mais ce ne fut malheureusement pas possible.

Les trois premiers mois sont consacrés à la connaissance du quartier. (Etude de base.) Il s'agit de recueillir, dans une perspective historique, un certain nombre de données élémentaires (statistiques, démographiques): situation géographique, composition socio-professionnelle de la population, classes d'âge, état de la propriété, logements, mobilité, provenance de la population, etc.

Pour rendre compte de la dynamique sociale actuelle du quartier, le groupe fait l'inventaire des associations formelles ou informelles, des réseaux d'influence et, dans la mesure du possible, essaie de saisir le vécu du quartier à travers ses habitants et les rythmes de la vie quotidienne.

L'étape suivante du processus devait être *le passage à l'action*. Malheureusement, un chaînon essentiel manquait: après trois mois d'observation, le groupe constate l'absence évidente de problème «majeur», tel que ceux qui sont à l'origine des expériences américaines (menaces de rénovation urbaine, tensions raciales) ou à l'origine des expériences dans les pays en voie de développement (nécessité de réduire des déséquilibres dangereux entre le développement industriel et des structures archaïques) ou encore, comme ce fut le cas dans certaines banlieues genevoises ou bernoises, un sous-équipement flagrant dans les zones à forte extension résidentielle.

Plus encore, il n'existe aucune conscience commune, latente ou exprimée, d'un besoin collectif qui appellerait une solution collective.

Une tentative antérieure de participation s'est soldée par un relatif échec. Alors qu'il n'était pas encore question de Développement communautaire, un premier groupe d'élèves de l'EESP est intervenu dans le quartier, en 1971, au moment où la commune de Lausanne décidait d'installer à l'avenue de Provence, sur une parcelle faisant partie intégrante du quartier, une usine thermique de chauffage à distance. Les habitants découvrent alors que le terrain en question (environ 11 000 m²) avait été désigné en 1959 comme «zone de verdure inconstructible» et réservé en principe à la réalisation d'une place de jeux.

Il a fallu donc que les autorités dérogent à ces dispositions pour qu'elles puissent y mettre l'usine thermique. De toutes ces démarches officielles, la population n'a rien su. Elle le découvrit alors que le projet était sur le point d'être réalisé. Aussitôt, un groupe d'habitants, aidés par les élèves de l'EESP, organise une pétition et récolte 1200 signatures. Il informe la population par des assemblées de quartier qui soulèvent un intérêt certain. La pétition, reconnue valable, aboutit à la renonciation par la commune de son projet d'usine thermique et au retour du projet de place de jeux. A partir de ce moment, les habitants qui ont participé à cette action prennent leurs distances et peu à peu se désengagent. Seul un petit groupe subsiste et donne suite au mouvement amorcé en mettant sur pied un concours de dessins d'enfants. L'objectif est d'associer la population au projet de la place de jeux et de leur permettre, selon un mode à découvrir, d'être finalement les créateurs de leurs propres équipements. Malheureusement, il n'y eut jamais de lien entre les deux démarches parallèles: d'une part l'organisation et la mise en œuvre du concours par les habitants et, d'autre part, l'étude du projet «place de jeux» par le bureau technique de la commune. Le concours se termine dans l'indifférence: les dessins d'enfants n'apportent aucune idée neuve et l'exposition dans le quartier est boudée par les habitants. La déception est grande. Les derniers participants, ceux qui ont résisté jusqu'au bout à l'usure du travail et du temps, se déclarent dégoûtés pour longtemps d'un tel engagement.

L'état de la population

C'est dans ce climat défavorable, que le groupe en Développement communautaire doit tenter de mettre sur pied une action en Développement communautaire. De manière générale, il reçoit un accueil positif de tous ceux qu'il approche, mais perçoit beaucoup de résistances lorsqu'il est question de passer à l'action.

Il est temps de préciser à quelle population s'adresse le groupe en Développement communautaire.

Le quartier est effectivement habité par une majorité d'ouvriers, mais les caractéristiques et les inégalités socio-culturelles de cette classe ne s'expriment pas sur le terrain par des signes évidents de misère morale et physique, non plus qu'à travers une organisation spécifique reflétant la conscience des conditions réelles de la vie sociale.

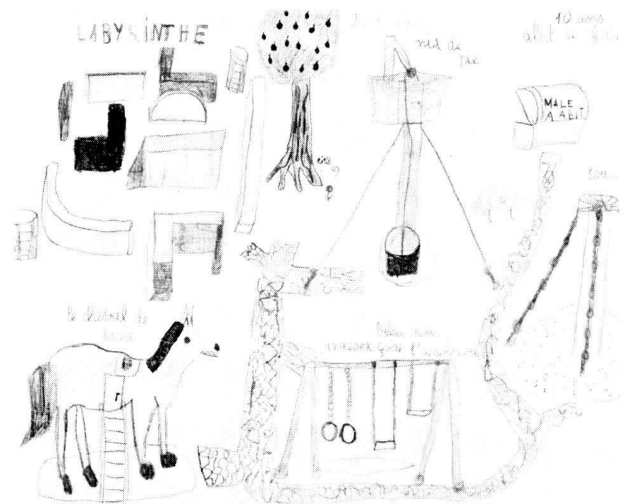
Si l'on consulte à cet égard l'étude sociologique de

R. Campiche, *Urbanisation et Vie religieuse*, on remarque particulièrement qu'une forte proportion des personnes interviewées, habitant le secteur de Sévelin dont Montelly est une fraction importante, n'est pas suffisamment intégrée à la vie du quartier pour percevoir ses problèmes ou le regarde avec indifférence. Dans l'énumération des problèmes, les questions utilitaires dominent et les critiques exprimées sont avant tout axées sur l'insuffisance de l'équipement collectif du secteur. Par contre, les problèmes qualitatifs et humains sont rarement évoqués. Il est rarement fait mention du désir d'améliorer les relations entre les gens (4%, enquête française 28%). Mais, ce qui est plus significatif encore, parmi ceux qui expriment des problèmes, seul un petit nombre est capable de désigner les organes compétents et correspondant à une possibilité réelle d'action. De plus, le recours à l'initiative personnelle semble avoir perdu toute audience. Il faut ajouter encore que la perception des organes influençant le quartier est médiocre.

- Il existe dans le quartier une certaine sociabilité, mais elle est le fait d'une fraction assez petite de la population et largement influencée par des variables telles que l'âge, le sexe, l'appartenance socio-professionnelle, la provenance rurale ou urbaine, les années de résidence dans le quartier, etc.
- Il existe une autre partie de la population, majoritaire, qui semble être à l'écart de toute participation, de toute expression et dont les caractéristiques principales, à première vue, sont d'être ouvrière (y compris les étrangers), d'habiter plutôt les logements subventionnés et de présenter un degré élevé de mobilité. Ce dernier point est un obstacle de taille à la prise de conscience des problèmes du quartier.

On peut admettre que l'expression des besoins de la population de Montelly, au niveau collectif, est obscurcie par le phénomène de l'anomie. Cette dernière se définit brièvement comme un état de rupture entre les acteurs sociaux, un moment de négation de la solidarité, d'incohérence et de discordance entre les fins et les moyens, de disparité des valeurs, des normes, des modèles, des symboles. Cette situation engendre une disharmonie dans la vie sociale, qui s'exprime par des comportements tels que repli sur soi, apathie, passivité, opposition, nihilisme, évasion, hostilité, contestation, délinquance, etc. Le sentiment d'appartenance au groupe s'affaiblit, l'individu est livré à lui-même, indécis et impuissant.

A Montelly, tout se passe comme si nous étions en pré-



sence d'une addition d'individus mais jamais d'une communauté, même au sens où certains partageraient des intérêts communs à l'ensemble du quartier. A aucun moment on ne perçoit le sentiment du « nous ». R. Campiche écrit ce qui suit au sujet de la vie sociale et des amitiés: «... ce qui est évident en revanche, c'est que le quartier n'est pas le centre de la vie de rencontres, preuves en soient l'indifférence manifestée à l'égard des voisins ou des étrangers et la localisation de la majorité des amis hors du secteur considéré.»

Ces conditions d'approche influencent évidemment la perception des besoins ou des problèmes: ils se présentent plutôt comme une succession de cas individuels (tensions familiales, divorces, problèmes de jeunes, etc.), mais ne sont pas ressentis ou exprimés comme découlant des conditions de vie spécifiques au quartier. Jusqu'ici, rares sont les préoccupations ayant atteint le niveau de la conscience collective (à l'exception peut-être du refus de l'usine thermique).

Ainsi, après trois mois d'approche, il apparaît que l'expression de problèmes ne pourra se faire qu'à la suite d'une pénétration réelle dans le quartier, en inventant les moyens capables de rendre suffisamment confiance aux habitants pour qu'ils «se parlent» avec une authenticité optimale.

Admettant dès lors qu'il fallait au préalable créer des conditions favorables à l'apparition d'une prise de conscience, le groupe en Développement communautaire s'est retrouvé devant l'obligation de choisir lui-même quelques thèmes accessibles à des groupes de

travail, mais qui n'étaient pas forcément apparus aux habitants du quartier comme problèmes communs.

Quatre thèmes ont été choisis:

- Equipements de quartier (places de jeux, centre de loisirs).
- Problèmes scolaires.
- Film (le quartier vu par ses habitants).
- Information sociale.

Des sondages ont été effectués, afin de déterminer lequel de ces quatre thèmes suscitait le plus d'intérêt.

Il lui a semblé que la création d'un noyau de base composé de personnes sensibilisées à l'action en Développement communautaire s'imposait afin de discuter des propositions que le groupe était en mesure de faire. C'est pourquoi il a organisé une *réunion des leaders*, personnes influentes ou ayant des responsabilités dans le quartier, au cours de laquelle il a été discuté du *projet d'information sociale* qui paraissait correspondre à un besoin réel.

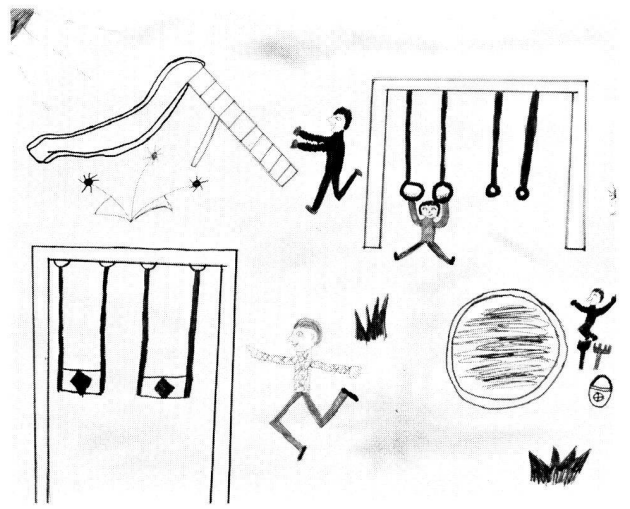
Après cette réunion, une stratégie de sensibilisation de la population en quatre points a été retenue:

- Prise de contact avec les parents qui placent leur enfant à la garderie de Montelly.
- Collaboration avec les responsables des jeunes paroissiens protestants et catholiques.
- Organisation de plusieurs soirées-débat publiques abordant des sujets très concrets par rapport au quartier ou concernant directement les habitants du quartier.
- Etablissement de contacts personnels dans chaque immeuble du quartier si possible.

Les deux premiers projets sont actuellement en cours, quant au troisième, l'organisation de soirées-débat, il s'est concrétisé par l'organisation d'une première soirée à la veille des votations sur la prévoyance vieillesse du mois de décembre et d'une deuxième soirée en janvier sur l'aménagement du quartier avec comme point de départ la création de places de jeux. Il est à noter que la première de ces soirées a été organisée à la demande de quelques habitants du quartier.

L'ensemble de ces trois projets a permis de prendre contact avec un certain nombre de personnes du quartier, réalisant par là le point d) partiellement.

Ces différents projets ont permis de constater que le souci d'une meilleure diffusion de l'information n'était pas vain et que la population était prête à poser des questions et à se poser des questions si l'occasion lui en était

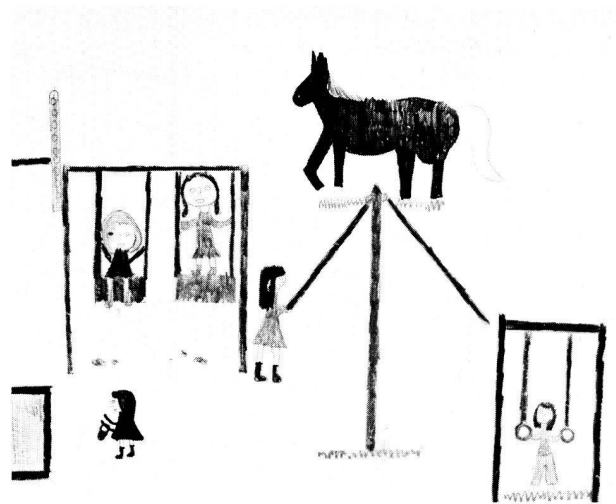
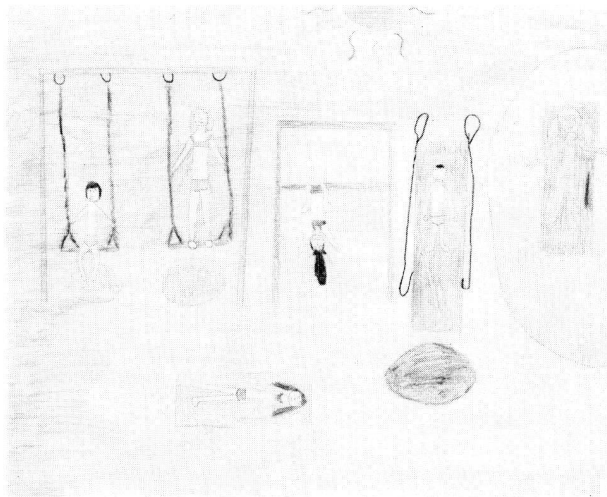


donnée. Est-ce suffisant pour imaginer une prise en charge de l'avenir du quartier par sa population? Certainement pas, trop d'éléments y font obstacle.

Réflexion théorique

Ainsi, les caractéristiques socio-professionnelles de la population s'opposent à ce que les étapes du processus Développement communautaire s'appliquent de manière systématique, conformément au plan de la méthode, à la réalité sociale de Montelly. Mais ce n'est pas le seul frein qui agit, d'autres interviennent de façon plus complexe et à travers toutes sortes de médiations.

En même temps que le groupe élabore l'étude de base, des préoccupations théoriques apparaissent: qu'est-ce qu'un quartier, comment le définir, le caractériser? Est-il une communauté? Quelles sont ses fonctions? Pourquoi, comment les villes évoluent-elles dans la Suisse actuelle? Quelles sont les significations profondes de certains effets urbains concrètement exprimés dans l'espace par des ségrégations, des sectorisations fonctionnelles, des découpages qui privilégient des fonctions ou des acteurs sociaux, etc. Ce rapport établi entre Développement communautaire et problématique urbaine suscite l'émergence d'une contradiction dans la pratique du stage: la vie quotidienne, la fonction du quartier (résidentielle) et l'évolution de la ville produisent des effets contraires aux objectifs de la méthode. En observant l'évolution du quartier durant ces quelques dernières années, il semble qu'elle dépend davantage de déterminismes structurels se situant au niveau de la ville tout entière, laquelle dépend



en dernière instance de l'organisation sociale globale. En fin de compte, le groupe se demande si le Développement communautaire peut être d'une utilité quelconque pour le quartier de Montelly. Il ne met pas ici en cause la valeur intrinsèque du Développement communautaire, non plus qu'il n'accepte de situer l'échec de l'action au niveau de sa seule compétence ou de la «nature humaine» (explication psychologique: par exemple, «les gens sont trop égoïstes ou individualistes pour adhérer à une conception communautaire de l'existence», etc.).

Il reprend plutôt à son compte les conclusions de M. Michel Bassand tirées de son cours de sociologie à l'École d'architecture de Genève:

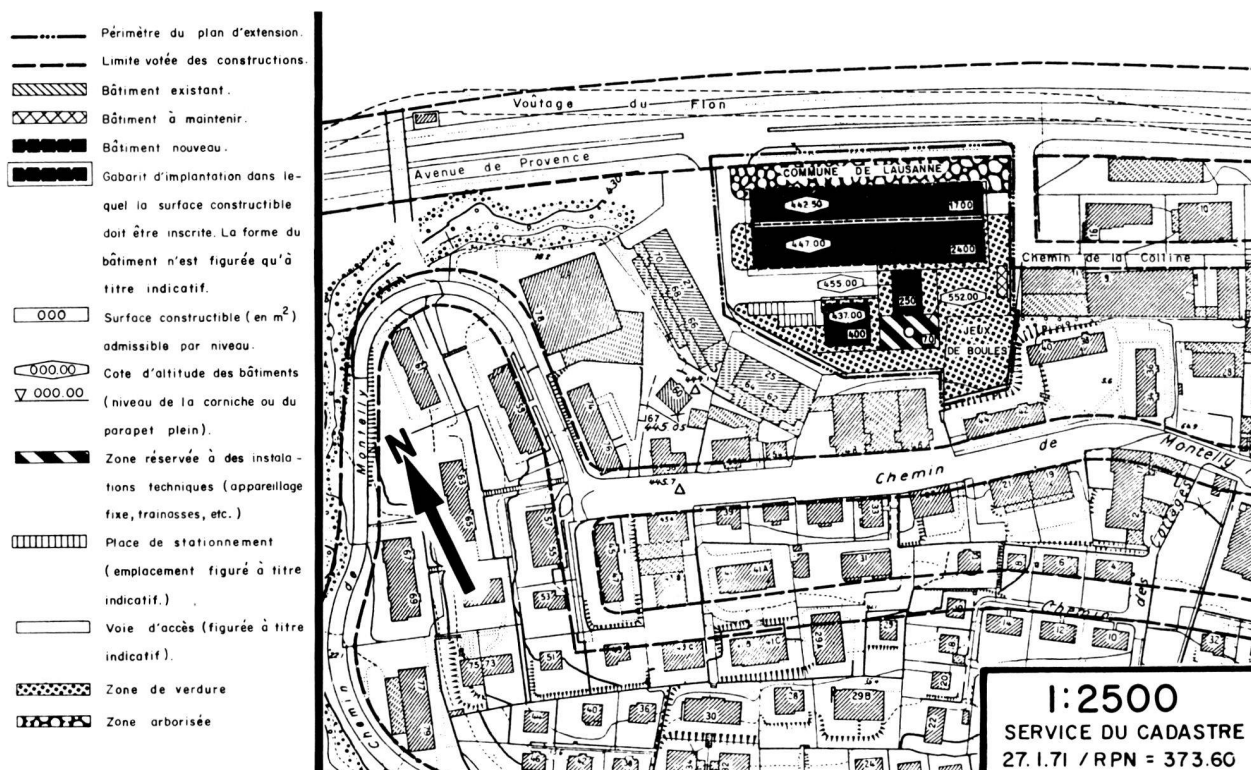
«La ville postindustrielle apparaît de plus en plus comme une espèce de mosaïque de zones unifonctionnelles agencées autour d'un ou plusieurs centres urbains. Dans ce contexte, on appelle quartiers les zones résidentielles. Mais ces quartiers n'ont rien de commun avec les quartiers préindustriels. Ils n'actualisent en aucun cas les deux types de communautés que nous avons décrits. Il subsiste actuellement, ou bien *des vestiges de quartiers* préindustriels qui, dans un avenir plus ou moins lointain, sont condamnés à disparaître, ou bien *une vie sociale de faible intensité* qui n'a pas pour cadre social le quartier mais les divers équipements ou groupements localisés dans la zone. Comme ces groupements et équipements ne concernent que des catégories sociales très particulières, et jamais l'ensemble de la population de la zone, cette dernière ne peut pas se structurer en groupement. // découle de ces quelques points que participer à la vie sociale

du quartier n'implique plus participer aux instances les plus importantes de la société, puisqu'elles ne sont plus présentes dans les quartiers.

» En admettant que, malgré la mobilité, de telles communautés résidentielles puissent se créer, il est à nos avis même pas souhaitable de tenter de telles expériences, car cela serait courir le risque de mettre les citoyens en marge des vrais problèmes urbains actuels. Les vrais problèmes à résoudre, et pour lesquels tous les citoyens doivent engager leur énergie, ne se situent plus dans les zones résidentielles seulement. Ils impliquent l'agglomération urbaine tout entière. Nous pensons plus particulièrement à la mise en place d'une réelle planification urbaine démocratique, à la détermination de politiques des transports et du logement, à l'organisation d'un développement culturel et social, etc. Vouloir créer des communautés de quartier avant de s'attaquer à ces problèmes, c'est risquer de ne pouvoir jamais les aborder.»

Les considérations de M. Bassand, distinguant le quartier préindustriel, siège d'une authentique communauté au sens double dont il est question dans l'introduction, et le quartier postindustriel, réduit à une fonction unique (résidentielle), semblent pouvoir s'appliquer justement à Montelly et justifier ce point de vue, même si Montelly conserve quelques traits du quartier préindustriel et des signes de vie sociale fort réduite.

Pour ces raisons, et considérant la situation de Montelly par rapport à la ville de Lausanne – (le groupe avance ici l'hypothèse que ce quartier remplit en quelque sorte



une fonction de secteur-poubelle, historiquement et par rapport au nombre des logements subventionnés, parmi les derniers dans la hiérarchie des subventionnés, et dans lesquels, par un système d'assistance sociale englobant la ville tout entière, sont regroupés la plupart des cas sociaux les plus encombrants: endettement, femmes seules (27%), familles désorganisées, cas dont personne ne veut plus, etc.) – le groupe estime que le Développement communautaire, dans ce cas, ne peut être qu'une *théorie de nature idéologique* qui masque la réalité plutôt qu'elle ne l'éclaire.

Conclusions

En conclusion, d'une part, nous constatons que l'évolution actuelle de la ville empêche que soient recréées des communautés. La spécialisation fonctionnelle du sol ne permet pas de reconstituer des quartiers réalisant des sociétés miniaturisées dans lesquelles les instances les plus importantes de la société soient présentes. En ce sens, c'est au niveau de l'agglomération tout entière qu'il faut poser les problèmes. De plus, la mobilité des habitants est trop intense pour croire un instant qu'il sera possible de faire revivre une communauté de relations

Plan d'extension du chemin de la Colline, et de l'usine thermique, à Montelly.

primaires redonnant à chacun le sentiment du «nous»... D'autre part, en soi, les concepts du Développement communautaire ne veulent rien dire; ils n'ont pas d'existence objective. Il faut les comprendre à la lumière d'un cadre théorique de références (vision du monde).

Dans le cadre du pouvoir établi, ils reflètent les idées de la classe dominante, lesquelles se donnent comme discours «objectif», «naturel», «universel», valable pour tous les citoyens, comme si la société n'était pas une société de classes. Il devient donc discours idéologique. On peut aisément imaginer quels efficaces instruments d'intégration ces concepts pourraient devenir entre les mains de «technocrates de la planification sociale». C'est pourquoi il est nécessaire de rappeler sans cesse qu'il est plus important de comprendre la signification sociale de chaque situation par rapport à l'ensemble de l'organisation sociale, plutôt que de s'enthousiasmer pour une méthode dont les valeurs paraissent hautement humanistes.

Micheline Perrin et Rose Dutoit,
diplômantes en assistance sociale